



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES,
DE LA CULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'environnement et de la protection des espaces

Installations classées pour la
protection de l'environnement

AUTORISATION

G.A.E.C. DE LA DENISERIE
à FAVERAYE MACHELLES
D3 - 2004 - n° 554

ARRETE

**Le préfet de Maine-et-Loire,
chevalier de la Légion d'honneur,**

Vu le code de l'environnement et notamment son livre V ;

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

Vu la demande formulée par MM. les Gérants du G.A.E.C. DE LA DENISERIE, dont le siège social est au lieu-dit "La Deniserie" 49380 FAVERAYE MACHELLES, afin d'être autorisés d'une part, à procéder à l'extension d'un élevage de volailles d'une capacité totale de 54 249 équivalents animaux soit 49 727 poulets ou 18 083 dindes, et d'autre part, à exploiter une unité de compostage, à la même adresse ;

Vu les plans annexés au dossier ;

Vu l'arrêté prescrivant l'enquête publique à laquelle il a été procédé du mardi 9 décembre 2003 au vendredi 9 janvier 2004 inclus sur la commune de FAVERAYE MACHELLES ;

Vu l'arrêté de prorogation de délai à statuer du 27 avril 2004 ;

Vu les certificats de publication et d'affichage ;

Vu les délibérations des conseils municipaux de FAVERAYE MACHELLES, AUBIGNE SUR LAYON, MARTIGNE BRIAND, MONTILLIERS, THOUARCE, TIGNE, VALANJOU ;

Vu l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis du directeur régional des affaires culturelles, du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, du directeur départemental de l'équipement, du directeur départemental des services d'incendie et de secours et du chef de centre de l'institut national des appellations d'origine ;

Vu le rapport du directeur des services vétérinaires, inspecteur des installations classées du 13 avril 2004 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du jeudi 17 juin 2004 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.512.1 du livre V du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que la mise en place d'un système de traitement des fumiers est de nature à maîtriser les nuisances sur le site et lors de l'épandage, et permet d'exporter les produits transformés en dehors de la zone vulnérable ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

Art. 1er - MM. les Gérants du G.A.E.C. DE LA DENISERIE, dont le siège social est au lieu-dit "La Deniserie" 49380 FAVERAYE MACHELLES, sont autorisés d'une part, à procéder à l'extension d'un élevage de volailles d'une capacité totale de 54 249 équivalents animaux soit 49 727 poulets ou 18 083 dindes, et d'autre part, à exploiter une unité de compostage, à la même adresse.

Art. 2 - Cet élevage constitue un établissement soumis à **AUTORISATION** rangé sous le n° **2111.1°** de la nomenclature et une unité de fabrication d'engrais et support de culture à partir de matière organique, rangée sous le n° 2170.2 de la nomenclature.

Art. 3 - Pour la tenue de son établissement, les exploitants doivent se conformer aux prescriptions ci-après :

1° Implantation et distances

Les bâtiments d'élevage et les installations de stockages des déjections sont implantés conformément au plan joint à la demande d'autorisation (annexe 1).

Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de la préfecture avant leur réalisation.

L'ensemble des installations de stockage doit être réalisé avant la mise en service de l'élevage.

L'intégration paysagère est favorisée par l'implantation de haies bocagères d'essences locales.

2° Capacité

La capacité maximale de l'élevage est de 54 249 équivalents animaux et la capacité de production d'engrais organique issu du traitement des effluents d'élevage est inférieure à 10 tonnes par jour.

3° Mode d'exploitation

L'élevage est pratiqué sur litière et le compostage des litières de volailles et des fumiers de bovins est réalisé sur une plate forme.

Tout changement dans le mode d'exploitation doit être porté à la connaissance de la préfecture.

4° Réseau pluvial

Les eaux pluviales non polluées sont collectées par un réseau particulier. En aucun cas, ce réseau ne doit recevoir les eaux résiduelles des bâtiments ou de la plate forme de lavage du matériel.

Tous les sols des bâtiments, toutes les installations d'évacuation ou de stockage des déjections sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

Les dispositions de l'alinéa ci-dessus ne s'appliquent pas aux élevage sur litière sèche.

Les murs et cloisons des poulaillers sont imperméables, maintenus en parfait état d'étanchéité, sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

Un compteur d'eau volumétrique est installée sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien du bâtiment et des annexes et susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau d'égout étanche et dirigées soit vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduelles ou des effluents, soit vers un réseau collectif.

A l'extérieur des bâtiments, l'écoulement à ciel ouvert des eaux résiduelles est interdit.

5° Stockage

Les ouvrages de stockage doivent satisfaire aux prescriptions du deuxième alinéa de l'article 3.4°. Le stockage peut être fait exclusivement à l'intérieur des bâtiments pour les litières sèches. Le déversement dans le milieu naturel des trop pleins des ouvrages de stockage est interdit.

Les litières sont stockées sur une fumière de 400 m³ commune à l'activité des bovins et des volailles, les jus sont collectés dans une fosse de 1 500 m³.

Le compostage est réalisé sur une plate forme composée de modules formant un silo d'une capacité de 60 tonnes, avec récupération des jus qui sont collectés dans la fosse à lisier.

La phase de maturation du compost est réalisée sur une plate forme stabilisée étanche de 150 m² à réaliser.

6° Contrôle et suivi du procédé de compostage

Le procédé du traitement respecte les étapes présentes dans le dossier d'étude d'impact déposé.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes (exemple : mêmes matières premières, mêmes dosages, mêmes dates de fabrication...).

L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi sur lequel il reporte toutes informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage et en particulier, les mesures des températures, le rapport C/N (carbone/azote), l'humidité, les périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains. Les mesures de températures sont réalisées à une fréquence au moins hebdomadaire. La durée du compostage doit être indiquée sur chaque lot.

Ces documents de suivi doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspection des installations classées pendant une période minimum de 10 ans.

Les anomalies de procédé doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

7° Utilisation du compost

Pour utiliser ou mettre sur le marché, même à titre gratuit, le compost produit, l'exploitant doit se conformer aux dispositions des articles L225-1 à L255-11 du code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture.

Les justificatifs nécessaires sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôles chargées des articles L225-1 à L255-11 du code rural.

A défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation, ou d'avoir un compost ou une matière conforme à une norme d'application obligatoire, l'exploitant doit respecter les dispositions en matière d'épandage décrites au 10°.

8° Gestion des flux et auto-contrôles

Afin d'assurer une traçabilité du produit transformé, l'exploitant tient un registre comportant à minima les transformations suivantes pour les produits commercialisés :

- date de départ du site,
- nom, adresse et coordonnées du destinataire,
- nom du transporteur,
- quantité en tonnes ou/et en m³,
- analyses réalisées.

9° Réduction des émissions d'odeurs

Les litières et les fientes sont convenablement entretenues pour éviter le dégagement d'odeur et de poussières (adjonction éventuelle de superphosphate).

Les émissions d'odeurs provenant de l'élevage ne doivent pas constituer une source de nuisances pour le voisinage. Le système de ventilation est étudié et réalisé de manière à ne pas rejeter l'air vicié du bâtiment en direction des habitations des tiers.

10° Epandage

L'épandage des effluents et des déjections solides produits sur l'exploitation sont soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal dans les conditions précisées ci-après :

Les apports azotés toutes origines confondues, organique et minérale, sur des terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains, de la rotation des cultures et de la sensibilité du milieu.

Ils sont établis à partir du bilan global de fertilisation. Ils ne peuvent en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) : 350 kilogrammes à l'hectare par an,
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kilogrammes à l'hectare par an ,
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols n'est dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

La quantité maximale d'azote contenue dans les effluents d'élevage épandu, y compris par les animaux eux-mêmes, ne doit pas dépasser 170 kg/ha/an.

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers,

- à moins de 200 m des lieux de baignade et des plages (à l'exception des piscines privées),
- à moins de 500 mètres des piscicultures et des zones conchyliques, sauf dérogation liée à la topographie,
- à moins de 35 m des berges des cours d'eau,
- pendant les périodes de forte pluviosité,
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées,
- sur les terrains à forte pente,
- par aéro-aspiration au moyen de dispositifs qui génèrent des brouillards fins.

L'épandage des effluents liquides est interdit pendant les périodes où le sol reste gelé ou abondamment enneigé.

Le plan prévisionnel de fertilisation est réactualisé le cas échéant suivant les modifications d'assolement, prenant en compte les besoins des cultures tels que définis dans l'arrêté zone vulnérable du 15 octobre 2001.

Un cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Il comporte les informations suivantes :

- les dates d'épandage,
- les volumes d'effluents et les quantités d'azote épandus toutes origines confondues,
- les parcelles réceptrices,
- la nature des cultures et les rendements obtenus,
- le délai d'enfouissement,
- le traitement mis en oeuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

La distance minimale entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et des déjections solides et, d'autre part, toute habitation occupée par des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme est de 100 mètres.

Cette distance peut être ramenée à 50 mètres tant sur terres nues que sur prairies et terres en culture, dans les cas suivants :

	Distance minimale (en mètres)
Réalisation d'un traitement ou mise en œuvre d'un procédé atténuant les odeurs	50
Fumiers après stockage de deux mois dans l'installation et fientes à plus de 65 % de matières sèches	50

Sur les terres nues, l'enfouissement doit intervenir dans les 24 heures.

Dans le cas des composts, cette distance peut être ramenée à 10 mètres.

L'épandage est effectué conformément au plan d'épandage joint à la demande d'autorisation (annexe 2).

Toute modification apportée à ce plan d'épandage doit être signalée à l'inspecteur des installations classées.

11° Sécurité incendie

Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état ; elles sont contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'établissement est muni d'extincteurs adaptés aux risques, permettant de combattre tout début d'incendie. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Dans la mesure où le réseau hydraulique ne permettrait pas l'alimentation d'un ou plusieurs poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre normalisés, la défense contre l'incendie doit être assurée par une réserve naturelle ou artificielle de 1 500 m³ conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

L'implantation de cette réserve doit être soumise pour avis aux services d'incendie et de secours.

Il convient de mettre en place un éclairage de sécurité suivant les mesures fixées par l'arrêté du 10 novembre 1976 du ministre du travail.

12° Hygiène

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien. Les bâtiments sont convenablement ventilés. Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux sont nettoyés et désinfectés.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

13° Bruit

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer un gêne pour sa sécurité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 h à 22 h :

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier : T	Emergence maximale admissible en dB (A)
T < 20 mn	10
20 mn < T < 45 mn	9
45 mn < T < 2 h	7
2 h < T < 4 h	6
T > 4 h	5

Pour la période allant de 22 h à 6 h :

Emergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits générés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers, ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées

- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier répondent aux dispositions du décret n° 69-380 du 18 avril 1969).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

14° Cadavres

Les animaux morts sont stockés en attente de leur enlèvement dans une enceinte à température négative.

Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit. Leur élimination est réalisée selon les modalités prévues par le code rural.

15° Déchets d'emballage

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage de l'établissement sont le recyclage ou la valorisation. A cette fin l'exploitant peut :

- procéder lui-même à leur valorisation dans des installations agréées conformément au décret du 13 juillet 1994 ;
- les céder par contrat à l'exploitant d'une installation agréée ;
- les céder par contrat à un intermédiaire régulièrement déclaré auprès du préfet.

16° Dysfonctionnements de l'installation

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus, du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

17° Bilan de fonctionnement

Il ne concerne que les élevages à partir de 40 000 volailles de plus d'un mois.

A échéance de 10 ans, un bilan de fonctionnement de l'installation visée par le présent arrêté, ainsi que des différentes installations classées présentes sur ce même site, doit être adressé au préfet de Maine-et-Loire. Il permet de réexaminer et, si nécessaire, actualiser les conditions de l'autorisation. Le contenu de celui-ci est fixé par arrêté du 17 juillet 2000, pris en application de l'article 17.2 du décret 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié.

Art. 4 - Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins des bénéficiaires de l'autorisation.

Art. 5 - Dispositions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs :

En aucun cas, ni à aucune époque, les conditions précitées ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent être régulièrement ordonnées dans ce but.

Art. 6 - Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de FAVERAYE MACHELLES et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de FAVERAYE MACHELLES et envoyé à la préfecture.

Art. 7 - Un avis, informant le public de la présente autorisation, est inséré par les soins de la préfecture et aux frais de MM. les Gérants du G.A.E.C. DE LA DENISERIE dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Art. 8 - Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture et dans les mairies de FAVERAYE MACHELLES, AUBIGNE SUR LAYON, MARTIGNE BRIAND, MONTILLIERS, THOUARCE, TIGNE, VALANJOU.

Art. 9 - Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles de l'arrêté du 18 septembre 1992.

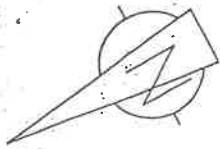
Art. 10 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de SAUMUR, le maire de FAVERAYE MACHELLES, les inspecteurs des installations classées et le lieutenant-colonel commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, établi en deux exemplaires originaux.

Fait à ANGERS, le 19 JUL 2004

Pour le préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Secrétaire Général par intérim

François LOBIT

Délai et voie de recours : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du livre V du code de l'environnement, la présente décision qui est soumise à un contentieux de pleine juridiction peut être déférée au tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence du jour de la notification de la présente décision. Ce délai est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.



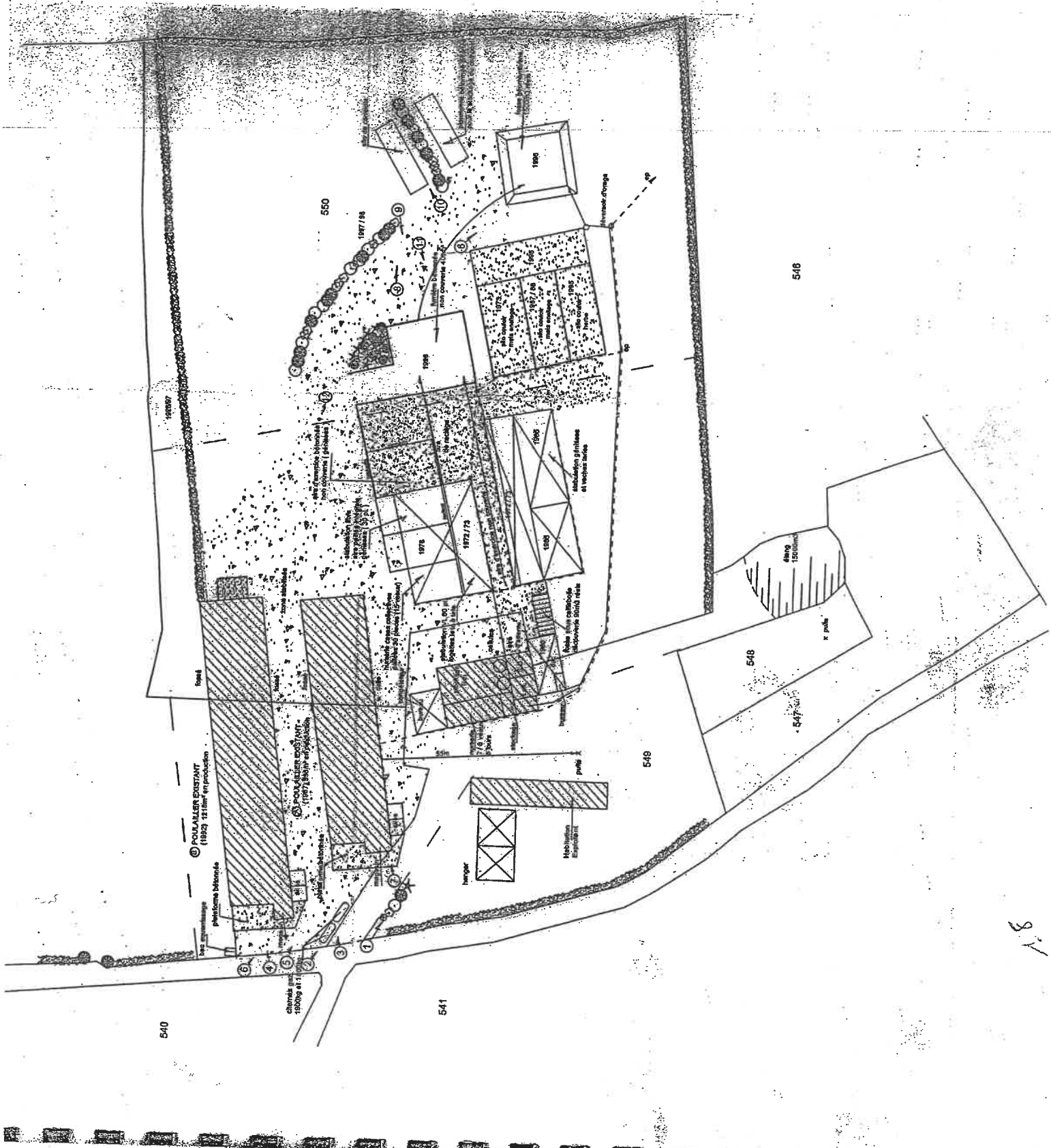
Vu pour être annexé
à l'annexe
en date du 19.07.2004
ANGERS, le 19.07.2004
Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif

67

Brigitte MATHIEN

- PLAN MASSE -



• Relevé parcellaire du demandeur

SAU :	Ha Ar Ca	DOSSIER : GAEC DE LA DENISERIE
SURFACE EPANDABLE :	1 08 97 53	LA DENISERIE
COEFF. DE DISPONIBILITE :	97 07 05	49380 FAVERAYE MACHELLE
	89.08	

Vu pour être annexé
à l'arrêté Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif

Exploitation de : GAEC DE LA DENISERIE
LA DENISERIE
49380 FAVERAYE MACHELLE

en date du 19.07.2004

ANGERS, le 19.07.2004

Le Préfet Brigitte MATHIEN

Dept	Commune	Section	N° Parcelle	Superficie Parcelle	Superficie épardable	Observations	A 0 1 3	B 0 1 3	C 0 1 3	T
49	FAVERAYE-MACHELLES	C1	251	58 000	48 456	cours d'eau / Mare/puits	0	1	0	
			259	7 200	7 200		0	0	0	
			261	7 510	7 510		0	0	0	
			276	16 235	16 235		0	0	0	
			280	800	37	cours d'eau / Mare	0	1	0	
			281	8 500	6 055	cours d'eau / Mare	0	1	0	
			282	880	0	cours d'eau / Mare	0	1	0	
			283	23 062	17 305	cours d'eau / Mare	0	1	0	
			284	3 408	3 408		0	0	0	
			301	4 900	74	cours d'eau	0	1	0	
			302	4 400	3 107	cours d'eau	0	1	0	
49	FAVERAYE-MACHELLES	C2	709	5 652	1 716	cours d'eau / Mare	0	1	0	
			333	27 253	27 252	Mare	0	0	0	
			338	52 100	52 027	cours d'eau	0	0	0	
			339	1 077	151	cours d'eau	0	1	0	
			340	2 298	482	cours d'eau	0	1	0	
			341	5 961	1 143	cours d'eau	0	1	0	
			342	3 700	3 062	cours d'eau	0	1	0	
			343	6 810	1 165	cours d'eau / Mare	0	1	0	
			344	2 987	0	cours d'eau / Mare	0	1	0	
			345	44 345	41 660	cours d'eau / Mare	0	1	0	
			346	6 633	6 633		0	0	0	
			347	18 323	18 323		0	0	0	
			351	17 600	17 600		0	0	0	
			353	7 305	1 802	cours d'eau	0	1	0	
			354	6 100	6 100		0	0	0	
			355	4 200	4 200		0	0	0	
			356	9 174	4 816	cours d'eau	0	1	0	
			390	18 444	18 444		0	0	0	
			391	11 482	11 482		0	0	0	
			392	3 255	3 255		0	0	0	
			393	6 337	6 337		0	0	0	
			394	14 146	14 146		0	0	0	
			395	8 392	8 392		0	0	0	
TOTAUX				418469	359575					

Dept	Commune	Section	N° Parcelle	Superficie Parcelle	Superficie épanable	Observations	A 0 1 3	B 0 1 3	C 0 1 3	T
49	FAVERAYE-MACHELLES	C2	396	25373	25373	REPORT	0	0	0	
			397	25876	25876		0	0	0	
			398	7800	7800		0	0	0	
			400	22086	22082	tiers	0	0	0	
			401	12336	7006	cours d'eau / Mare/tiers	0	1	0	
			402	1360	586	cours d'eau	0	1	0	
			403	10397	44	cours d'eau / Mare	0	1	0	
			404	1000	0	cours d'eau / Mare/puits	0	1	0	
			406	7156	4797	puits	0	1	0	
			407	900	0	cours d'eau / Mare	0	1	0	
			409	34800	26779	cours d'eau / Mare	0	1	0	
			428	64600	63626	puits	0	0	0	
			429	1630	1630		0	0	0	
			430	31000	31000		0	0	0	
			431	10140	10140		0	0	0	
49	FAVERAYE-MACHELLES	C3	519	3376	3376		0	0	0	
			520	18889	18135	Mare	0	1	0	
			521	6343	6343		0	0	0	
			522	6463	6463		0	0	0	
			537	4029	0	Mare	0	1	0	
			538	4099	662	cours d'eau / Mare	0	1	0	
			539	13584	11700	cours d'eau / Mare	0	1	0	
			540	26324	22519	Mare	0	1	0	
			541	71135	68454	Mare/puits	0	1	0	
			542	3200	3079	puits	0	0	0	
			543	8600	8600		0	0	0	
			544	9600	5372	Mare/puits	0	1	0	
			545	8800	8800		0	0	0	
			546	2377	309	Mare/puits	0	1	0	
			547	1319	5	Mare / Puits	0	1	0	
			548	500	0	Mare/puits	0	0	0	
			550	8200	8185		0	0	0	
			551	53836	53836		0	0	0	
			552	13095	11657	cours d'eau	0	1	0	
			553	8863	8827	cours d'eau	0	0	0	
			553	7182	7182		0	0	0	
			554	4900	4900		0	0	0	
			555	4800	4800		0	0	0	
			557	1960	1960		0	0	0	
			559	1750	1750		0	0	0	
			560	3500	3500		0	0	0	
			561	7000	7000		0	0	0	
			562	1797	1797		0	0	0	
			563	2371	2371		0	0	0	
			564	860	860		0	0	0	
			565	33258	33258		0	0	0	
			726	29789	25704	Mare	0	1	0	
			727	2531	2531		0	0	0	
49	FAVREYE MACHELLES	A2	466	40500	40456	Mare	0	0	0	
							0	0	0	
TOTAUX				1089753	970705					